

l'Opinion

Tribune libre

«Non au rapprochement Veolia/Suez». La tribune de 19 députés LR

Virginie Duby-Muller, Olivier Marleix, Olivier Dassault, Guy Teissier, Isabelle Valentin et
alii

10 septembre 2020 à 12h45

« Si l'opération se fait, les collectivités territoriales qui ont bénéficié à plein de la saine concurrence que se font Veolia et Suez se trouveront, de fait, privées de ce choix »



© Sipa Press

Le 30 août, [Veolia a proposé le rachat de la participation d'Engie dans Suez](#), avec, à terme, le projet de racheter l'intégralité de cette dernière. Comme toujours dans ces grandes opérations industrielles, on rivalise de grandiloquence, les partisans de cette opération clamant haut et fort que la France, dotée d'un tel géant, prendra la tête de la croisade mondiale en faveur d'une terre plus verte.

Soyons clairs : trop d'erreurs ont été commises au cours des dernières années, du fait de rapprochements industriels promettant monts et merveilles, imaginés dans les salons parisiens ! Il est toujours facile à des banquiers d'affaires et aux communicants, à coups d'argumentaires séduisants, de proposer des rapprochements mirifiques, sans d'ailleurs oublier au passage de se servir en commission, pour ensuite aller butiner d'autres fleurs. Cette musique est bien connue. Une fois les belles intentions évanouies, les conséquences à long terme de ces erreurs, ce sont les territoires, les populations, et finalement le pays qui les payent !

Qu'il soit donc permis à des élus de la République, dont la voix alertant sur les difficultés dans d'autres rapprochements industriels a par le passé trouvé insuffisamment d'écho, de dire ici leur refus de cette opération, pour plusieurs raisons.

Privés de choix. D'abord, il faut rappeler que les exécutifs municipaux ou métropolitains viennent d'être installés, et que beaucoup sont nouveaux. Ces exécutifs, compte tenu des délais de mise en œuvre des appels d'offres, risqueraient de ne plus avoir le choix au moment de décider. C'est un point essentiel : si l'opération se fait, les collectivités territoriales qui ont bénéficié à plein de la saine concurrence que se font Veolia et Suez se trouveront, de fait, privées de ce choix. Après la fusion, dans un horizon de cinq à dix ans, il est clair que Veolia sera seul à proposer ses services, car nul de sérieux n' imagine que Meridiam, l'acteur financier mis en avant pour gérer à la place de Suez, puisse se substituer au savoir-faire centenaire d'un industriel. A-t-on bien réfléchi aux risques que tout ceci charrie ? D'où vient cette curieuse manie, dans notre pays, de casser ce qui fonctionne bien, au bénéfice de tous ?

Chacun comprend bien qu'en fait de « synergies » affichées par Veolia, la réalité est plus brutale et moins élégante : elle a pour nom « fermetures de sites industriels », « chômage », « épuisement des territoires »

Ensuite, l'emploi et les territoires seront inévitablement sacrifiés. Car chacun comprend bien qu'en fait de « synergies » affichées par Veolia, la réalité est plus brutale et moins élégante : elle a pour nom

« fermetures de sites industriels », « chômage », « épuisement des territoires ». Bien sûr, la main sur le cœur, les partisans de l'opération clament que l'emploi sera préservé et que des solutions industrielles locales seront trouvées pour éviter la casse sociale. Ils soulignent, sous l'œil sévère du gouvernement dont on perçoit l'embarras, que des engagements seront pris en ce sens. Hélas, nous savons bien, et le Président de la République lui-même au travers de [l'affaire Alstom](#), que de tels engagements ne valent pas beaucoup plus que le papier sur lequel ils sont couchés !

Opportunisme financier. Enfin, nous peinons à comprendre le pourquoi de cette opération. S'agit-il de sauver Suez ou Veolia qui seraient en difficulté ? Les deux entreprises ne se portent pas si mal et leurs difficultés tiendraient plutôt à la nécessité de mobiliser leurs équipes pour faire face à la crise terrible que notre économie traverse. S'agit-il de constituer un géant mondial ? Les deux entreprises sont déjà les deux plus grandes au monde et dynamiques à l'exportation. S'agit-il de se prémunir contre un prédateur ? On peine à le discerner. La réalité est plus brutale : cette opération, comme dans la majorité des cas, est surtout une affaire d'ego et d'opportunisme financier.

Il ne faut pas se méprendre. Nous sommes attachés à la réussite industrielle de notre pays. Il ne s'agit pas ici de faire obstruction par principe. Les restructurations, difficiles, sont parfois nécessaires, et l'immobilisme n'est jamais une solution. Au cas d'espèce, le rapprochement Veolia/Suez nous inquiète car nous n'en discernons pas de bonnes raisons.

Cette tribune est signée par les députés LR : Virginie Duby-Muller (Haute-Savoie), Olivier Marleix (Eure-et-Loir), Annie Genevard (Doubs), Eric Pauget (Alpes-Maritimes), Olivier Dassault (Oise), Stéphane Viry (Vosges), Bernard Bouley (Essonne), Marine Brenier (Alpes-Maritimes), Fabrice Brun (Ardèche), Jean-Marie Sermier (Jura), Guy Teissier (Bouches-du-Rhône), Frédéric Reiss (Bas-Rhin), Thibault Bazin (Meurthe-et-Moselle), Isabelle Valentin (Haute-Loire), Emmanuelle Anthoine (Drôme), Laurence Trastour-Isnart (Alpes-Maritimes), Philippe Gosselin (Manche), Josiane Corneloup (Saône-et-Loire) et Ian Boucard (Territoire de Belfort).